



PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE

Arrêté n° 2014/DREAL/17

**Portant décision de dispenser d'étude d'impact
à l'issue d'un examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement**

Le préfet de région,

VU la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

VU la demande enregistrée sous le n° 2013-211, déposée par CONNECT 120 le 23 décembre 2013, considérée complète et publiée sur Internet, relative à une procédure d'autorisation pour le défrichement de 20.46 ha sur les communes de St-Paul des Landes, St-Etienne Cantales, Nieudan, Laroquebrou et Montvert (15) ;

VU la saisine du directeur général de l'agence régionale de santé, de la commission spécialisée du comité de massif en date du 9 janvier 2014 ;

CONSIDERANT que le projet présenté relève notamment de la rubrique 51 a) – Défrichements soumis à autorisation au titre de l'article L.341-3 du code forestier et portant sur une superficie totale, même fragmentée, de plus de 0,5 hectare et inférieure à 25 hectares – du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement précisant que la nécessité de réaliser une étude d'impact fait l'objet d'un examen et d'une décision spécifique par l'autorité compétente en matière d'environnement ;

CONSIDERANT que le formulaire de demande comporte les éléments suffisants pour motiver la décision de l'autorité environnementale ;

CONSIDERANT que le projet consiste en un défrichement de 20 ha 46 pour l'aménagement de la RD 120 entre Prentegarde et Montvert ;

CONSIDERANT que le projet est situé en bordure d'une Znieff de type 1 et du site Natura 2000 « Marais du Cassan Prentegarde » ;

CONSIDERANT que le projet d'aménagement de la RD 120 entre Prentegarde et Montvert a fait l'objet d'une enquête et d'une déclaration d'utilité publique avec la réalisation d'une étude d'impact en 2008 ;

CONSIDERANT que les analyses qui seront réalisées dans le cadre de la demande d'autorisation de défrichement, du dossier loi sur l'eau et de la demande de dérogation à la destruction d'espèces et d'habitats protégés seront suffisantes pour évaluer et prendre en compte les enjeux environnementaux.

ARRÊTE :

Article 1^{er}

Le projet de défrichement présenté par CONNECT 120 concernant les communes de St-Paul des Landes, St-Elienne Cantales, Nieudan, Laroquebrou et Montvert (15) n'est pas soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis, ni du respect des réglementations en vigueur.

Article 3

Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site Internet de la DREAL Auvergne.

Fait à Clermont-Ferrand, le 22 janvier 2014

Pour le préfet de région et par subdélégation,
le chef du service territoires, évaluation,
logement, énergie et paysages



Agnès DELSOL

Voies et délais de recours

Tout recours contentieux doit être précédé d'un recours administratif sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux. Le recours administratif prend la forme soit d'un recours gracieux, soit d'un recours hiérarchique. Le pétitionnaire a le choix mais ne peut en aucun cas cumuler les deux types de recours administratif. Tout recours doit être formulé dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la décision visée. Le recours administratif suspend le délai du recours contentieux qui ne commencera à courir qu'à partir de la date de notification de la décision relative au recours administratif.

Où adresser votre recours ?

- Recours administratif

- Recours gracieux

Préfet de région
18, boulevard Desaix – 63033 CLERMONT FERRAND cedex 01

- Recours hiérarchique

Ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
Grande Arche Tour Pascal A et B 92055 La Défense cedex

- Recours contentieux

Tribunal administratif de Clermont-Ferrand
8, cours Sablon 63000 CLERMONT FERRAND